

Mentions légales

En vigueur au 17/07/2022

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des Utilisateurs du site <https://le23rg.fr> les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le site <https://le23rg.fr> par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le site à la rubrique « Mentions légales ».

ARTICLE 1 : L'éditeur

L'édition du site <https://le23rg.fr> est assurée par la SASU Le23RayGorbella au capital de 150 euros, immatriculée au RCS de Antibes sous le numéro 914603402 dont le siège social est situé au 780 Boulevard Honoré Teisseire, 06480 La Colle sur Loup numéro de téléphone 06.11.20.56.93, adresse e-mail : le23rg@icloud.com.

Le Directeur de la publication est Adrien Calas, président de la SASU Le23RayGorbella.

ARTICLE 2 : L'hébergeur

L'hébergeur du site <https://le23rg.fr> est la Société FIREBASE HOSTING par GOOGLE, dont le siège social est situé au Google LLC, 1600 Amphitheatre Parkway, Mountain View, California 94043 USA.

ARTICLE 3 : Accès au site

Le site est accessible par tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension des services le site <https://le23rg.fr> ne saurait être tenu responsable.

ARTICLE 4 : Collecte des données

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

ARTICLE 5 : Cookies

Aucun cookie n'est utilisé par le site web <https://le23rg.fr>.

ARTICLE 6 : Propriété intellectuelle

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du site <https://le23rg.fr>, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil